

Arrêté n° 1162 CM du 24 juin 2021 portant création d'une régie de recettes auprès du service des énergies à Makemo

(NOR : DBF2121151AC-1)

Paru in extenso au journal officiel n°53 N du 02/07/2021 à la page 14071 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 02/07/2021

Le Président de la Polynésie française,
Sur le rapport du ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
Vu le code pénal et le code des juridictions financières tels qu'étendus et adaptés en Polynésie française ;
Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et les taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux agents intermédiaires, aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des services de la Polynésie française ou des budgets des établissements publics de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 1107 PR du 22 novembre 1991 portant agrément de l'Association française de cautionnement mutuel ;
Vu l'arrêté n° 827 CM du 14 mai 2021 portant modification de l'arrêté n° 2190 CM du 27 septembre 2019 approuvant le règlement du service public de l'électricité de l'atoll de Makemo ;
Vu la demande n° 540 MEF/SDE du 21 mai 2021 du service des énergies ;
Vu l'avis conforme du payeur de la Polynésie française en date du 8 juin 2021 ;
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 23 juin 2021,

Arrête :

Article 1er

Il est institué une régie de recettes auprès du service des énergies.

Art. 2

Cette régie est installée sur l'atoll de Makemo, dans les locaux de la Polynésie française situés sur la terre Moturama lot B, parcelle cadastrée section A n° 207.

Art. 3

La régie encaisse les produits relatifs aux ventes d'électricité, aux travaux de raccordement (y compris les frais de réalisation de devis), à la réédition de carte de recharge d'un compteur à prépaiement et au changement de puissance souscrite.

Art. 4

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1° En numéraire ;
- 2° Par chèque bancaire ;
- 3° Par virement bancaire.

En contrepartie des produits encaissés, le régisseur remet au débiteur une quittance.

Art. 5

A ce titre, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Centre des chèques postaux (CCP).

Art. 6

Un fonds de caisse d'un montant de dix mille francs CFP (10 000 F CFP) est mis à disposition du régisseur.

Art. 7

Le montant maximum d'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à cinq cent mille francs CFP (500 000 F CFP) en numéraire.

Le montant maximal de l'encaisse consolidé (numéraire et solde du compte CCP) que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à cinq millions de francs CFP (5 000 000 F CFP).

Art. 8

Le régisseur est tenu de verser au payeur de la Polynésie française le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7, au minimum une fois par mois et lors de son remplacement par son mandataire suppléant et à sa sortie de fonction.

Art. 9

Il verse aussi auprès du payeur de la Polynésie française la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes correspondant aux dépôts effectués au minimum une fois par mois.

Art. 10

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Art. 11

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Art. 12

L'arrêté n° 510 CM du 4 avril 2019 portant création d'une régie de recettes auprès du service des énergies à Makemo est abrogé.

Art. 13

Le ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juin 2021.

Par le Président de la Polynésie française :
Edouard FRITCH.

Le ministre des finances,
de l'économie,
Yvonnick RAFFIN.